

Nous ne voulons pas d'un Centre de Rétention Administratif en Loire - Atlantique

Dans un communiqué du ministère de l'intérieur en date du 4 octobre 2022, faisant suite à la rencontre entre Gérald Darmanin et Johanna Rolland sur les questions d'insécurité à Nantes, nous pouvons lire en conclusion : « *Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a décidé l'installation d'un centre de rétention administratif dans le département de la Loire-Atlantique dans les délais les plus rapides.* »

Qu'est-ce qu'un centre de rétention administrative (CRA) ?

Le Centre de Rétention Administrative est une prison qui ne dit pas son nom.

Une prison pour étrangers et étrangères où l'on enferme des femmes, des hommes, des enfants, des personnes gravement malades et des demandeurs d'asile, au prétexte que la loi, sans cesse durcie, a fait d'eux des « sans-papiers ».

Ces personnes sont enfermées sur simple décision du préfet, sans même une défense juridique possible et sans jugement.

A neuf reprises déjà, la France a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour l'enfermement d'enfants dans les CRA.

Les associations intervenant dans les CRA comme la Cimade, dénoncent depuis de nombreuses années des atteintes aux droits humains. Conditions sanitaires déplorables, enfermement à durée indéfinie, traitement judiciaire défectueux et expéditif, cluster épidémique... c'est la triste réalité qui se cache derrière les barbelés des CRA.

L'annonce par le ministère de la construction d'un CRA à la suite d'une rencontre sur l'insécurité à Nantes est un raccourci scandaleux et inadmissible qui traduit une récupération politique répressive et réactionnaire de l'actualité.

En proposant la création de ce lieu d'enfermement comme une solution pour contrer l'insécurité, l'Etat préfère incriminer des personnes innocentes plutôt que de prendre en charge des hommes, des femmes et des familles qui se retrouvent en situation de vulnérabilité.

La ville de Nantes ne doit pas cautionner ce projet.

Nos organisations syndicales et associatives condamnent le choix politique du tout-sécuritaire et affirment leurs oppositions aux centres de rétentions administratives et à la construction de l'un d'entre eux en Loire-Atlantique.

Elles s'engagent à construire une large mobilisation contre un tel projet et appellent à un rassemblement devant la préfecture puis la mairie le vendredi 14 octobre 2022 à 12H.

Solidaires - CGT- FSU - ATTAC - DAL44 - GASPROM - La Maison du Peuple - La Prépa Solidaires des Enfants Nantais - LDH Nantes - La Libre Pensée 44 - Collectif Soutien Migrants Nantes /exilés 44 - Safe migrants- Association Diafrik - Collectif Afrik@Nantes - RESF - MRAP - RSF - Collectif Romeurope agglomération nantaise - SAF